

DOCUMENTS DE TRAVAIL

N°91

Janvier 2005



**L'ATTRACTIVITE DES
INVESTISSEMENTS
DIRECTS ETRANGERS
DANS L'ESPACE
MEDITERRANEEN**

Mohamed FRIKHA

L'ATTRACTIVITE DES INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS DANS L'ESPACE MEDITERRANEEN

FOREIGN DIRECT INVESTEMENTS LOCATION IN THE MEDIDERANEAN AREA

Mohamed FRIKHA ¹⁾

Résumé : Ce papier analyse les éléments déterminants des investissements directs étrangers dans trois pays du Sud et de l'Est de la méditerranée durant la période 1970-1996. Le cadre théorique du modèle élaboré s'inscrit dans celui de l'approche de l'adaptation institutionnelle développée par Wihelms (1998). Les IDE sont déterminés moins par des éléments fondamentaux que par des variables institutionnelles indiquant le rôle des variables politiques, sociales et de niveau d'éducation.

L'analyse économétrique montre que les variables gouvernement et marchés sont les éléments déterminants les plus significatifs des flux d'IDE.

Abstract: This paper analyzes the determining elements of the foreign direct investments in three Eastern European countries of the South and of the Mediterranean during the period 1970-1996. The theoretical framework of the elaborate model fits in that of the approach of the institutional adaptation developed by Wihelms (1998). The EDI are given less by fundamental elements that by institutional variables indicating the role of the political, social variables and of level of education.

The econometric analysis shows that the variables government and markets are the determining elements most significant of flows of EDI.

1) Lab.RII – Maître assistant à la faculté des Sciences Economiques et de Gestion de Sfax.
Adresse : BP n°209 SFAX EL JADIDA 3027 SFAX. TUNISIE.
E-mail : maha.frikha@tunet.tn

L'ATTRACTIVITE DES INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS DANS L'ESPACE MEDITERRANEEN

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	4
1. Intégration régionale euro-méditerranéenne et adaptation institutionnelle	4
2. Choix des variables	5
3. L'analyse statistique des variables	6
4. Analyse économétrique spécifique à chaque pays	7
4.1. Le cas du Maroc	7
4.2. Le cas de l'Egypte	9
4.3. Le cas de la Tunisie	11
CONCLUSION	12
BIBLIOGRAPHIE	13

INTRODUCTION

La signature des accords de libre échange euro-méditerranée par la majorité des pays de l'Afrique du Nord et du Proche-Orient atteste leur volonté de ne pas être exclus du mouvement de régionalisation de l'économie mondiale.

L'intégration régionale euro-méditerranée, composante de la dynamique de la mondialisation, devrait améliorer leur attractivité.

L'objet de cet article est de comparer l'attractivité de certains pays de la rive est et du sud de la méditerranée dans un cadre de régionalisation. Il s'articule autour de deux parties : La première analyse le projet d'intégration régionale euro-méditerranéenne, la seconde vise à étudier l'attractivité comparée de trois pays sur la base d'un modèle économétrique, adapté à la contribution de WILHELMS (1998). Enfin, nous présentons les raisons qui empêchent l'intensification des investissements en direction de ces pays.

1. Intégration régionale euro-méditerranéenne et adaptation institutionnelle

Les accords d'association bilatéraux négociés entre l'union européenne et chaque pays de la rive Est et Sud de la Méditerranée organisent sur une base contractuelle les relations entre les deux entités. Ils sont destinés à étendre le champ de la coopération non seulement aux échanges commerciaux et à l'assistance financière mais aussi à la coopération institutionnelle, sociale et culturelle et au dialogue politique. Chaque accord signé par un pays partenaire méditerranéen et l'union européenne reprend des termes identiques et intègre les trois volets politique, économique et humain.

Tous ces accords prévoient d'instaurer le libre échange après une période transitoire de douze ans, et de mettre en place dans un cadre de dialogue politique une clause imposant la libre circulation des capitaux, la convertibilité des monnaies et l'application des règles de la concurrence. La création de la zone de libre échange régionale aura des effets bénéfiques qui sont essentiellement d'ordres dynamiques à l'expérience des autres zones d'intégration régionale (ALENA par exemple). En ce sens, SUWA-EISENMANN (2000) souligne que les partenaires n'échangent pas que les biens mais aussi du savoir-faire, des institutions, de l'autorité publique.

NORMAN et MOTTA (1996) montrent que l'intégration économique a un effet positif sur le développement de l'investissement direct étranger et ceci par la réduction des barrières commerciales entre les pays membres. L'intégration économique rend le marché plus accessible aux firmes et leur entrée plus profitable l'accroissement de l'investissement direct étranger peut avoir des effets positifs sur le développement des échanges [Chédor et Muccheilli (1998), Fontagné et Pajot (1999)]. Mamadou Camara (2002) cherche à trouver les déterminants des IDE et à déterminer le rôle important du commerce et de l'ouverture économique. Il a pris 12 pays émergents considérés comme des pays récepteurs des IDE. Ces pays sont l'Argentine, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Mexique, le Venezuela, la Corée, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, la Thaïlande et le Singapour. Les résultats montrent que la taille du marché et la compétitivité prix sont les seuls déterminants des IDE. La variable taille de marché apparaît comme étant la variable la plus significative.

Castilho et Zignago (2000) ont étudié la relation entre l'évolution des échanges et celle des investissements directs étrangers dans un contexte de libéralisation et de régionalisation pour le cas du Mercosur*. Les résultats montrent que la complémentarité entre IDE et commerce est vérifiée entre les pays du MERCOSUR et ceux de l'OCDE, cette complémentarité est expliquée par le commerce important engendré par les firmes multinationales dans les pays de la région.

WILHELMS (1998) étudie les déterminants de l'IDE dans les économies naissantes dans un cadre théorique inspiré de l'approche de l'adaptation institutionnelle et trouvant son origine dans l'école de l'intégration. Cette approche affirme que l'IDE est déterminé par des variables institutionnelles qui se prêtent plus au changement, à savoir les politiques, les lois et leur application. Elle suggère que chaque pays a la possibilité de développer et d'identifier ses facteurs de compétitivité pour augmenter sa part dans l'investissement direct étranger global. Elle tient compte de plusieurs variables qui influencent le processus d'attractivité des IDE, ces variables sont de nature macro-économiques, méso-économiques ou micro-économiques.

Selon cette théorie, l'efficacité des politiques d'attractivité dépend du cadre institutionnel dans lequel elle est planifiée et exécutée. En somme, elle adhère à l'idée de réhabilitation du rôle de l'Etat dans le développement économique. C'est le résultat auquel se sont parvenus BERTHOMIEU, EHRART (2000). Ils considèrent que l'importance des biens et des services publics rend indispensable l'action et l'intervention de l'Etat à côté du marché notamment dans les pays en développement. L'approche de l'adaptation institutionnelle parvient à accorder un rôle important à l'Etat en coopération avec le marché dans le contexte des pays en développement. De ce fait, étudier les éléments déterminants de l'attractivité des pays de la zone euro-méditerranée peut avoir comme fondement théorique une approche institutionnelle.

2. Choix des variables

Les variables explicatives de l'investissement direct étranger sont regroupées en deux catégories de variables. La première catégorie regroupe des variables relatives au marché alors que la seconde considère les variables institutionnelles relatives au niveau d'éducation, de qualification de la main-d'œuvre, ...

La première catégorie englobe les variables suivantes :

- le PIB par habitant (au prix de marché en US\$). Cette variable le niveau de développement et suggère l'efficacité économique et la productivité du pays. Un signe positif est attendu entre PIB par habitant et IDE,
- la population totale (POP) : indiquant la taille de marché.
C'est un paramètre important dans les décisions d'investissement en raison de l'importance de la demande et de la possibilité d'économie d'échelle, le signe attendu est positif.
- Le ratio de la population urbaine dans la population totale (POPUR) indique le degré d'urbanisation et de développement des institutions urbaines. Les IDE sont souvent concentrés dans les zones urbaines afin de pouvoir bénéficier de l'infrastructure et d'accéder aux institutions politiques et financières et aussi à une main d'œuvre variée et qualifiée. La corrélation est a priori positive entre l'IDE et le degré d'urbanisation de la population.

* Marché commun entre Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay créé en 1991.

- La densité de la population rurale (nombre d'habitants par kilo mètre carré (km²)) DENRU. Une faible densité rurale indique une déficience des infrastructures et une pénurie de la main d'œuvre, ce qui décourage les IDE.
- Le ratio du commerce extérieur par rapport au PIB. (TRADE). Le signe attendu est positif.
- Le ratio des recettes fiscales dans le PIB (TXREV), indique le degré d'imposition du secteur privé. Le coefficient est négatif indiquant l'effet négatif de l'augmentation des recettes fiscales.
- Le ratio du crédit accordé par le secteur bancaire par rapport au PIB (CERD), indique la disponibilité et l'efficacité des intermédiaires financiers. Le signe attendu est positif.
- L'indice d'utilisation de l'énergie indique le niveau du développement de l'infrastructure. Le signe attendu est positif.

La deuxième catégorie de variables est relative à l'éducation. Un niveau d'éducation élevé signifie que la main d'œuvre est internationalement compétitive et contribue positivement à la productivité et à l'attractivité des IDE. L'indicateur choisi est la part de la scolarité exprimée par l'éducation de base (PRSCH).

La base de données est extraite des données publiées par la banque mondiale dans World development indicators 1999. L'analyse économétrique couvre la période 1970-1996, cette dernière permet de capturer les effets des programmes d'ajustement structurel qui ont commencé au début des années 80 et ont évolué vers des réformes touchant à l'environnement des investissements.

3. L'analyse statistique des variables

L'analyse commence par tester la normalité des variables à partir du test de Jacque et Bera (J-B).

1- Analyse de la normalité :

On accepte la normalité si $(J-B) < X^2(2)$.

Effectuer le test de (J-B) c'est calculer A et T;

$$J-B: \frac{TA^2}{6} + \frac{T(-3)^2}{24} \rightarrow X^2(2)$$

Tel que :

$$A = \frac{1}{T} \sum (y_t - \bar{y})^3 / (S^2)^{3/2}$$

A partir du test de J-B effectué sur Eviews (3- 1), on constate que la majorité des variables suivent la loi normale ce qui autorise l'estimation par la méthode MCO.

2- L'analyse de stationnarité:

En ce qui concerne l'analyse de la stationnarité, préalable à toute analyse de régression, il faut préciser qu'une série temporelle est stationnaire si elle possède une variance et une moyenne constante et si ses propriétés statistiques sont indépendantes du temps durant la période observée. Si les séries sont non-stationnaires, les résultats sont invalides et on doit les remplacer par leurs différentielles dans l'estimation.

Nous utilisons la technique de racine unitaire (Unit Root) pour examiner cette stationnarité puisque son absence permet d'accepter l'hypothèse d'une variable stationnaire. Elle consiste à effectuer une régression de la différentielle d'ordre (1) de la variable et à vérifier que le coefficient de la variable explicative de cette régression est proche de (1). Si le coefficient est

sensiblement différent de zéro, alors la variable ne contient pas d'unit Root et l'hypothèse de stationnarité est acceptée.

Nous utilisons ici le test d'«Augmented-Dicky-Fuller» qui permet de déterminer le «t» statistique de la variable explicative, la différentielle d'ordre (1) passée de la variable est une constante et on doit la comparer à sa valeur critique (Mc Kinnon Value) qui est choisie en fonction du nombre des observations et des options de l'estimation. Si le «t» est sensiblement plus petit, nous ne pouvons pas rejeter l'hypothèse de non-stationnarité et de l'existence d'une racine unitaire. Un tel résultat nous conduit à remplacer la variable par sa différentielle à condition que cette dernière soit stationnaire.

3- L'analyse de causalité :

L'analyse de la causalité au sens de Granger permet de voir comment une variable y peut être expliquée à partir d'une variable. La variable Y est dite causée au sens de Granger par la variable X si X aide à la prédiction de Y. Pour cela, il faut tester l'hypothèse selon la quelle la variable X cause la variable Y et vice versa. Nous faisons ainsi appel au test F-statistics. Un niveau élevé de F signifie que l'hypothèse de non causalité a été rejetée et donc la présence d'un effet de causalité est confirmée. Le test F est associé à une probabilité qui permet de mesurer le seuil de tolérance d'erreur dans l'interprétation du test. Cette probabilité doit être inférieure à 5%.

4. Analyse économétrique spécifique à chaque pays

4.1. Le cas du Maroc

a) Le test de stationnarité

Variable	A.D.F (1)
IDE(t)	-3,12**
POP	-3,18***
POP Urbaine	3,56**
DEN Rurale	3,14**
TRADE	2,748***
CRED	-0,83
D(CERD)	-3,187**
PIB par habitant	-0,984
D (PIB par habitant)	-2,699535***
ENR	-1,02289
D (ENR)	-2,966**
Tx Rev	-0,5
D (Tx Rev)	3,91624***
PRSCH	-1,42
D (PRSCH)	-2,8***

(1) ADF= Augmented Dickey-Fuller statistique; * = le t statistique est supérieur à la valeur critique de Mackinon pour un seuil de tolérance de 10 %; ** = le t statistique est supérieur à la valeur critique de Mackinon pour un seuil de tolérance de 5% ; *** = le t statistique est supérieur à la valeur critique de Mackinon pour un seuil de 1 %.

L'analyse de stationnarité montre que seule une partie des variables peut être utilisée sous sa forme actuelle dans l'estimation des entrées nettes des flux d'investissements directs étrangers au Maroc.

En ce qui concerne les variables non stationnaires, les crédits bancaires en % du PIB, le PIB par habitant en dollars, l'énergie, les recettes fiscales en % du PIB et le pourcentage de la scolarité, l'estimation linéaire des entrants nets des IDE au Maroc nécessite leur remplacement en différentielles d'ordre 1.

b) Le test de causalité, échantillon 1970-1996

Null Hypothesis	Obs	F statistic	Probability
IDE does not Granger cause credit	25	3,83	0,03889
IDE does not Granger cause ener	24	4,47895	0,02638
IDE does not Granger cause POP UR	25	7,098	0,00468
PIB does not Granger cause IDE	25	5,057	0,01669
POP does not Granger cause IDE	25	4,73	0,02074
POP does not Granger cause IDE	25	3,30	0,0574
Recete does not Granger cause IDE	24	3,29	0,0589

A partir de ce tableau on constate que plusieurs variables jouent un rôle déterminant dans la détermination du niveau de IDE. Les IDE exercent aussi une certaine influence sur les variables suivantes, crédits bancaires en pourcentage du PIB, la consommation énergétique par habitant et la part de la population urbaine dans la population totale.

c) L'analyse de régression

$$\text{IDE} = C(1) * \text{POP}(-1) + C(2) * \text{Habitant}(-1) + C(3) * \text{POPUR}(-1) + C(4) * \text{Echange} + C(5) * \text{D}(\text{Crédit}(-1)) + C(6) * \text{D}(\text{SCO}(\sim 1)) + C(7) * \text{D}(\text{ENE}(1)) + C(8) * \text{D}(\text{Recette}(-1)) + c(9) * \text{D}(\text{PIB}) + C(10)$$

	Coefficient	Std-Error	t - statistic	Prob
C(1)	1.005	4.04	0.79	0.44
C(2)	-0.01	0.008	-2.61	0.02
C(3')	-2.01	0.44	-0.67	0.25
C(4)	-0.01	0.008	-1.63	0.23
C(S)	0.117	0.05	2.34	0.04
C(6)	0.08	0.04	0.52	0.61
C(7)	-0.006	0.006	-0.57	0.58
C(8)	-0.031	0.012	-1.00	0.33
C(9)	-0.001	0.000	-1.036	0.32
C(10)	6.14	5.09	0.92	0.24

R-squared 0.957417	Mean dependent ver	0.525217
Adjusted R-squared 0.801340	S.D. dependent ver	0.550998
Log likelihood 17.88148	F-statistic	9.723650
Durbin-Watson stat 1.855187	Prob (F-statistic)	0.001160

L'analyse de la régression montre que seule une variable explicative est réellement déterminante dans l'estimation linéaire des intrants nets des IDE au Maroc durant cette période.

En effet, il semble que la densité de la population rurale, (nombre d'habitants par Km²) agisse sur le niveau des IDE mais son influence est négative contrairement à la prédiction théorique. Il est vrai qu'une densité rurale faible indique une déficience des infrastructures et une pénurie de la main d'œuvre et qu'une forte densité engendre des liens plus solides avec les agglomérations urbaines et encourage donc l'IDE.

Concernant le ratio des recettes fiscales, une augmentation de 10% des recettes fiscales induit une hausse de 1,17% des flux d'IDE, ceci n'est pas conforme aux attentes théoriques. Cette variable n'agit pas dans le sens escompté qui considère que la fiscalité de la plupart des pays en développement favorise l'attractivité des investisseurs étrangers.

Les autres variables n'enregistrent aucune relation significative avec l'IDE.

4.2. Le cas de l'Egypte

a) Test de stationnarité

Variable	ADF
IDE (t)	- 2,684*
POP	- 5,846 ***
POPUR	- 1,784
D(POPUR ; 1)	- 0,634
D(POPUR ; 2)	- 2,673
PRSCH	- 2,4
D(PRSCH, 1)	- 2,673
D(PRSCH, 2)	- 5,382 ***
TXREV	-2.12
D(TXREV)	- 2.987***
DEN RV	-1.628
D(DEN RV,1)	-3.104
TRADE	-2.676
D(TRADE,1)	- 3.127**
CRED	- 1.619
D(CRED,1)	- 3.419**
PIB PH	- 1.787
D(PIB PH,1)	- 5.321***
ENER	-1.36
D(ENER,1)	- 3.309*

Il ressort de cette analyse de stationnarité que seule la variable dépendante, IDE en pourcentage du PIB, et la variable explicative, population totale en millions d'habitants sont stationnaires et peuvent être utilisées sans modification dans l'analyse de régression des flux nets d'IDE. Les autres variables seront remplacées par leurs différentielles d'ordre (1) stationnaires et parfois par leurs différentielles d'ordre (2).

b) Le test de causalité, échantillon 1970-1996

L'analyse de causalité en sens de Granger n'a pas apporté aucun résultat significatif.

c) L'analyse de régression linéaire

$$\text{IDE} = \text{C}(1) * \text{CRED} + \text{C}(2) * \text{DEN RU} + \text{C}(3) * \text{ENER} + \text{C}(4) * \text{PIB} + \text{C}(5) * \text{POPURB} + \text{C}(6) * \text{TRAI} + \text{C}(7) * \text{Recette} + \text{C}(8) * \text{SCO} + \text{C}(9) * \text{POPT} + \text{C}(10)$$

	Coefficient	Std-Error	t-statistic	Prop
C(1)	0.072	0.036	2.0010	0.0923
C(2)	- 0.0160	0.063741	- 0.532	0.036
C(3)	- 0.021	0.0144	- 1.452	0.196
C(4)	0.0017	0.0049	0.347	0.74
C(5)	14.28	10.04	1.422	0.2047
C(6)	- 0.016	0.04	- 0.532	0.6133
C(7)	- 0.704	0.14	- 3.855	0.0084
C(8)	0.704	0.63	1.998	0.0926
C(9)	- 0.116	0.083	-2.27	0.2052
C(10)	10.48	4.7048	2.22	0.0611
R-squared		0.879	Mean dependent var	2.1415
Adjusted R-squared		0.6900	SD dependent var	1.4835
Loglikelihood		-11.7	F-statistic	4.868
Durbin-Watson stat		2.12	Prob(F-statistic)	0.0330

L'analyse de la régression montre que plusieurs variables explicatives sont réellement déterminantes dans l'estimation linéaire des intrants nets de l'IDE en Egypte durant cette période avec des seuils de tolérance inférieurs à 1% ; 5% et parfois à 10%.

Le degré d'imposition exerce une influence négative sur l'IDE, conformément aux arguments théoriques avancés lors du choix de la variable (-0.704). Une baisse de 10% des recettes fiscales engendre une hausse de 7.04% des flux d'investissement étranger. L'Egypte renforce l'IDE à travers les avantages fiscaux qu'elle accorde aux firmes multinationales.

La population totale exerce un rôle significatif, mais son influence est négative. Ce résultat opposé aux avancées théoriques s'explique par l'explosion de la natalité en Egypte. Cette croissance non maîtrisée de la population ne permet pas au pays d'augmenter le niveau du revenu par habitant et donc de son pouvoir d'achat. Ce dernier point est très important dans la prise de décision des investisseurs étrangers.

La variable crédit bancaire agit d'une manière significative sur les flux d'IDE et son influence est bien positive, conforme aux arguments théoriques avancés (seuil de tolérance 10%). Une augmentation de 10% de crédit bancaire engendre une hausse de 0.72% des investissements étrangers. L'Egypte a choisi cette politique afin d'attirer plus d'investisseurs étrangers.

La variable scolarité agit dans le sens escompté, ceci montre que l'Egypte offre aux investisseurs étrangers une main-d'œuvre qualifiée et flexible (0.704).

4.3. Le cas de la Tunisie

a) Le test de stationnarité

Variable	ADF
IDE	- 3.313**
TXREV	- 3.559*
POP	- 3.137*
POPUR	- 2.651
D(POPUR ; 2)	- 3.333*
PRSCH	-1.013
D(PSCH)	- 2.124**
DENRU	- 1.814
D(DEN RU ;2)	- 4.780***
TRA DE	- 2.270
D(TADE)	- 3.236**
CRED	- 1.714
D(CRED)	- 4.621***
PIBPH	- 0.395
P(IBPH)	- 2.972**
ENER	- 1.661
D(ENER)	- 3.457**

Il ressort de cette analyse de stationnarité que seule la variable dépendante, IDE, et les variables explicatives, population totale en millions d'habitants et recettes fiscales en pourcentage du PIB, sont stationnaires à condition de relever le seuil de tolérance d'erreur à 5 et même à 10%. Toutes les autres variables explicatives ne sont pas stationnaires et elles seront remplacées par leurs différentielles d'ordre (1) stationnaires et parfois même de leurs différentielles d'ordre (2).

b) L'analyse de la régression

L'équation est la suivante :

$$IDE = C(1) * CRED + C(2) * ENER + C(3) * PIB + C(4) * POP + C(5) * ECLI + C(6) * REC + C(7) * SCO + C(8).$$

	Coefficient	Std-Error	t-statistic	Prop
C(1)	-0.131	0.0323	-0.635000	0.5407
C(2)	-0.0245	0.008894	-2.757331	0.0222
C(3)	0.00258	0.014366	1.52571	0.1614
C(4)	-1.6536	0.291543	5.671955	0.0003
C(5)	0.006485	0.034232	1.894310	0.0907
C(6)	-1.027690	0.233	- 4.407289	0.0017
C(7)	0.725	0.203375	3.5658	0.0061
C(8)	38.33	6.92	5.477	0.0004

R-squared 0.78000
Adjusted R-squared 0.6647
Durbin-watson sta 1.80

Mean dependant var 1.832
F-statistic 7.557
Prop (F-statistic) 0.003244

Nous constatons que durant la période 1970-1996, les flux d'IDE en pourcentage du PIB dépendent des variables explicatives suivantes :

Le degré d'imposition du secteur privé exerce une influence négative sur l'IDE, conformément aux arguments théoriques avancés lors du choix de la variable. Ceci est expliqué par les avantages accordés à l'investissement étranger, la baisse des impôts favorise donc l'augmentation des flux d'IDE.

La population totale exerce un rôle significatif; mais son influence est négative. Ce résultat opposé aux avancées théoriques s'explique par l'étroitesse du marché. La population de la Tunisie, en nombre et en pouvoir d'achat, est encore loin de constituer un argument attirant les IDE intéressés par la taille du marché, surtout par rapport à ses voisins.

La consommation énergétique par habitant agit d'une manière significative sur les flux d'IDE mais son influence est négative (-0.0245). Ce résultat s'explique par une infrastructure insuffisante, même si la Tunisie renforce les travaux en matière de construction des aéroports, des autoroutes, des ports, de l'électricité et de l'eau.

La part des élèves primaires par rapport aux scolarisés, exerce une influence positive sur les flux d'IDE en Tunisie. Ce paramètre est d'autant plus important pour un pays qui cherche à attirer les investisseurs étrangers en mettant en avant une main d'œuvre qualifiée et souple (Selon l'API : les entreprises étrangères emploient 82910 salariés représentant 23.65% de l'emploi du secteur manufacturier).

L'influence positive de la variable relative aux flux commerciaux confirme les caractéristiques d'ouverture de l'économie tunisienne. En effet, cette complémentarité entre ces deux variables indique que les firmes multinationales considèrent la Tunisie comme une plate-forme d'exportation (les projets produisant pour l'exportation en 2001 sont de l'ordre de 1910 contre 762 en 1998^{*}). La signature des accords de libre-échange avec l'union européenne au milieu des années 90 va accroître l'impact de l'ouverture commerciale dans l'amélioration des entrées des investissements étrangers.

CONCLUSION

Sur la base des études théoriques et empiriques existantes, nous avons mené ce travail dans le but d'examiner les facteurs qui influencent directement ou indirectement le choix de l'investissement direct étranger. L'analyse commence avec l'examen de quelques modèles ayant permis d'expliquer ce phénomène, le premier modèle est celui de Mamadou qui porte sur les effets intégrateurs des IDE en Amérique latine et en Asie Pacifique. Il explique le développement du commerce en rapport avec l'augmentation des IDE par l'existence de relations verticales entre firmes domestiques et firmes étrangères.

Rafik Boukha-Hassane et Najet Zatl (2000), examinent la relation entre IDE et croissance économique des pays tiers méditerranéens et montrent un lien significatif entre le niveau d'attractivité (approximé par l'IDE en % du PIB) et la croissance économique (appréhendée par le taux de croissance du PIB) des pays en voie de développement.

* Source API.

Marta Castilho et Solicitud Zignago (2000) signalent un lien non significatif entre le processus d'intégration régionale et les entrées d'IDE, confirmant l'existence d'autres facteurs d'influence, malgré le fait que les études théoriques affirment que l'intégration rend le marché plus accessible aux firmes et leur entrées plus profitables.

Dans la partie empirique nous avons testé un modèle inspiré des travaux de Wilhelms (1998) portant sur trois pays qui sont : la Tunisie, le Maroc et l'Égypte, sur la période allant de 1970 à 1996. Les résultats montrent que malgré les réformes économiques et les processus de libéralisation des échanges, l'attractivité de ces pays reste encore insuffisante pour capturer les investisseurs étrangers. En effet, leur attractivité n'est qu'artificielle. Elle dépend des facteurs qui ne sont pas déterminants dans le choix actuel de localisation des firmes multinationales (subventions à l'implantation...). Pour qu'elle devienne réelle, il leur incombe de corriger les dysfonctionnements de leurs États et d'appliquer des réformes internes sociales, politiques et économiques qui améliorent leur adaptation institutionnelle avant de se lancer dans le processus de libéralisation des échanges.

En ce sens même, la contribution de BERTHOMIEU, ERHRART (2000) semble être pertinente pour convaincre les dirigeants de ces pays de l'importance de la bonne gouvernance en matière de développement économique.

BIBLIOGRAPHIE

BERTHOMIEU CI et ERHRART C. (2000), Le néostructuralisme comme fondement d'une stratégie de développement alternative aux recommandations néolibérales, *Economie appliquée*, tome I, n°4, p.61-91.

Chédor et Muccheilli (1999). Implantation à l'étranger et performance à l'exportation : une analyse empirique sur les implantations des formes françaises dans les pays émergents, *Revue économique*, Mai.

Lionel Fontagné et Michael Pajot (1999). Investissements, direct à l'étranger et échanges extérieurs : Un impact plus fort aux États-Unis qu'en France. *Economie et Statistique*, n°326-327, p.71-95.

Mamadou Camara (2002). Les investissements directs étrangers et l'intégration régionale. Les exemples de l'ASEAN et du Mercosur, *Revue Trers monde*, t XL III, n°169, Janvier-Mars, p.p.47-69.

Marta Castilho et Saledad Zignago (2000), Commerce et IDE dans un cadre de régionalisation. Le cas du Mercosur. *Revue économique*, vol 51, n°3, mai, p.761-774.

NORMANG et MOTTA M. (1996), Does Economic integration cause foreign direct investment, *International economic review*, n°37 (4), Novembre.

SUWA –EISENMAN [2000], Intégration régionale et réformes intérieures en méditerranée, Centre de développement de l'OCDE.

WILHELMS (1998), L'investissement étranger direct et ses éléments déterminants dans les économies naissantes. Document financé par l'agence des États-Unis pour le développement international office du développement durable, Washington, D.C. 20523 – 4600.